



CDAS du 24/09/2020

ORDRE DU JOUR

- 1 – Approbation du PV du CDAS du 1^{er} Juillet.
- 2 – Présentation de la note d'orientation 2020.
- 3 – Relevé de décisions du groupe de travail du C.N.A.S. du 04 Juin 2020.
- 4 - Point sur les actions et les C.A.L. 2020.
- 5 – Point sur les demandes d'équipement des espaces de restauration.
- 6 – Restitution « Mission Mme WALTERSKI ».
- 7 – Questions diverses.

Après l'approbation du PV précité, les débats ont porté sur les orientations de l'action sociale.

Le logement est une préoccupation particulière, et il faut s'interroger sur des adaptations pour accompagner les mutations géographiques et les frais de double résidence induits par les décisions administratives.

S'agissant des vacances-loisirs il est nécessaire de moderniser l'offre de séjours, et de réfléchir sur l'évolution du parc EPAF.

La restauration doit rester un axe fort, tendre vers une harmonisation des conditions de restauration et de tarification.

Le secrétariat général incite les instances locales (délégation, CDAS...) à mettre en œuvre des actions innovantes -Solidaires avait obtenu la mise en chantier d'une aide aux aidants face au handicap notamment – sur des crédits spécifiques.

Dans le budget «social» du ministère les efforts sont soutenus

- Solidaires a relevé néanmoins que l'Île de France a la part belle par une politique distincte et supplémentaire de réservation de places en crèche, une subvention à la coopérative du ministère, des compléments de subventions (loyers du bâtiment Valmy, travaux dans les locaux de Vincennes et du restaurant Le Club...) : sans compter les subventions courantes

992 080 € au titre de la restauration

475 331 € au titre du logement

1 108 041 € au titre des vacances (Valmy et Vincennes précités).

Dans le budget «social» du ministère les crédits d'action locale sont prétendument maintenus,

- Solidaires a relevé néanmoins que pour la Haute Savoie ils sont en diminution de 5 % et que si l'on ajoute la réserve de 6 % qui risque de ne pas être débloquée cela représente une baisse jusqu'à 10 % en 2020 par rapport aux crédits de 2019. Le sujet de la vie chère revient régulièrement.

Selon le groupe de travail du 4 juin 2020, les crédits d'action locale 2020 ne pourront pas être reportés sur 2021. Reste à espérer que nos représentants nationaux exercent la pression nécessaire pour infléchir cette position.

En la matière, action locale, les arbres de Noël sont annulés en tant que réunions au bénéfice d'une augmentation des chèques-cadeau. Les débats ont été animés, si l'annulation se justifie en revanche Solidaires a tenu bon pour l'augmentation du chèque-cadeau : certains prétendant que ce sera difficile de revenir à une valeur plus faible par la suite, c'est seulement une question de bon sens. Les consultations de psychologues sont reconduites, le budget est minime. Les sorties ont été annulées (enfants et retraités) sauf juste avant le confinement « en route pour l'aventure »

L'équipement des coins repas n'est plus financé par les crédits locaux.

Une mission a été diligentée par la centrale qui, forcément, conclut aux regroupement des structures, une régionalisation des délégations rejetée par les syndicats. Ce serait une déshumanisation, une distanciation des problèmes locaux, un risque d'arbitraire..

Des logements seraient lancés sur Annecy, parc des réservations du ministère, livrés en 2021.

Sur Annecy il y a eu déjà des refus de logements pour des raisons budgétaires : les offres dépassant les moyens des nouveaux arrivants.

Une piste se dessine pour affecter une ligne budgétaire pour financer des logements de transit : quelques mois pour prendre le temps de trouver un vrai logement. Au niveau régional et pour toutes les administrations (SRIAS).

Sur ce sujet nous sommes plusieurs à penser que l'administration doit trouver le moyen de mettre un frein à ces recrutements massifs, disproportionnés par rapport aux départements d'origine. La Haute Savoie, comme d'autres départements, est victime de son succès induit : compte tenu des conditions d'existence les nouveaux n'y restent pas, le département est ouvert encore davantage ce qui amplifie les sous-effectifs... La direction est sollicitée, et nous encore plus, c'est inextricable. Sans parler du racisme quand le postulant vient des îles et n'a donc pas de voiture...

Les cartes APPETIZ seront disponibles en novembre.